

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

### LA STIMULATION DE L'EMBAUCHE AU COURS DE L'ANNÉE DU CENTENAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances. Étant donné les deux récentes prédictions faites hier par le ministre des Finances de la province d'Ontario et par M. Bryce, sous-ministre de notre propre ministre des Finances, le gouvernement songe-t-il à présenter une mesure visant à stimuler l'économie pour qu'on n'ait pas à célébrer notre année du centenaire par un chômage accru?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je puis confirmer l'article de journal sur ce que mon sous-ministre est censé avoir déclaré hier à la réunion des ministres provinciaux des Finances. Il a dit à ce moment-là que nous pouvions nous attendre l'an prochain à une augmentation d'environ 4 p. 100 du volume de la production au Canada. Cette augmentation est à peu près identique à celle que prévoient les autorités aux États-Unis.

Qu'on me permette de signaler à la Chambre et à mon honorable collègue la déclaration du Conseil économique dans son troisième exposé annuel:

Au début de 1966, il était donc évident qu'il fallait revenir à un rythme de croissance plus modéré et plus conforme aux possibilités.

**L'hon. M. Hees:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ne se rend-il pas compte que son sous-ministre a prédit que notre rythme de croissance accuse-rait une diminution des deux tiers environ, soit de 6 p. 100 à 4 p. 100?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

## L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

### VANCOUVER—ARRESTATIONS PAR DES POLICIERS DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir à la question, posée le vendredi 2 décembre par le chef de l'opposition, à propos d'allégations selon lesquelles les autorités des États-Unis procédaient à Vancouver à la recherche de déserteurs de l'armée américaine. On m'a dit que les personnes qui avaient lancé ce bruit ont été interrogées par la GRC mais n'ont pas été en mesure de confirmer que les personnes soupçonnées agissaient au nom des autorités américaines.

[L'hon. M. Benson.]

On m'a avisé d'autre part que la GRC s'était informée auprès du FBI et que celui-ci avait déclaré n'avoir ordonné aucune opération de ce genre. La Gendarmerie a appris que le FBI n'avait pu, après enquête auprès du département américain de la Défense, déceler aucun rapport entre les actes des autorités militaires américaines et les allégations canadiennes.

## QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Que se propose de faire le ministre en 1967 pour restaurer le prestige du Canada à l'étranger... (*Exclamations*)... vu les échecs successifs qu'a subis le ministre en 1966 dans toutes ses initiatives à propos de la Rhodésie, du Vietnam, des deux Chines et de la force du maintien de la paix des Nations Unies? (*Exclamations*)

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre pourrait, s'il le désire, répondre en invoquant la question de privilège, mais je ne crois pas que la question du député soit recevable.

## LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

### LA CONFÉRENCE DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. E. D. Fulton (Kamloops):** Monsieur l'Orateur, c'est une question dont j'aimerais saisir le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Vu que c'est la dernière occasion qui nous est offerte avant l'année prochaine d'obtenir ce renseignement, j'aimerais demander au ministre de dire à la Chambre ce qu'il en est de la conférence des ressources hydrauliques pour la paix proposée par le président Johnson, et surtout si le Canada a reçu ou accepté une invitation d'y assister. Donnera-t-on instruction aux représentants canadiens de se prononcer catégoriquement contre tout engagement visant à détourner les eaux canadiennes jusqu'à ce qu'on ait vérifié et assuré les besoins propres du Canada pour l'avenir?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, le cabinet recevra demain un document sur cette question et nous ferons une annonce tôt l'année prochaine. Nous assisterons certainement à cette conférence, mais le cabinet déterminera plus tard le niveau et la forme de cette participation.